

MARCHÉ DE MAITRISE D'OEUVRE
N° 824036
Procédure adaptée

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CCAP
N° 03/ 2024 DU 16/02/2024

POUVOIR ADJUDICATEUR
CENTRE HOSPITALIER MEMORIAL FRANCE ETAT-UNIS
715 Rue Dunant
50009 SAINT-LO Cedex
Etablissement support du GHT Centre Manche

ETABLISSEMENT CONCERNE PAR LA CONSULTATION
CENTRE HOSPITALIER MEMORIAL FRANCE ETAT-UNIS
Etablissement support du GHT Centre Manche



REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR
Le directeur du centre hospitalier de SAINT-LO,
Etablissement support du GHT CENTRE MANCHE

Objet : MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REFECTION DE L'ETANCHEITE DE L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE DU CENTRE HOSPITALIER DANS LE CADRE D'UN PLAN PLURIANNUEL 2024 - 2026

Marché passé en application de l'article R2122-3 du Code de la Commande Publique suivant le décret 2018-1075 du 03 décembre 2018, version en vigueur à la date d'engagement de la consultation.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code de la Commande Publique suivant le décret 2018-1075 du 03 décembre 2018, version en vigueur à la date d'engagement de la consultation : **Le directeur du centre hospitalier de SAINT-LO .**
Ordonnateur : **Le directeur du centre hospitalier de SAINT-LO.**
Comptable public assignataire des paiements : **Le trésorier du centre hospitalier de SAINT-LO.**
CHORUS PRO :
CH SAINT-LO - SIRET 265 001 073 00013, code service numéro : 011.1 intitulé : travaux.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.

Le marché, qui est conclu avec le prestataire dont l'offre a été retenue par le client public ci-après:

CENTRE HOSPITALIER MEMORIAL FRANCE ETAT-UNIS
Etablissement support du GHT Centre Manche
Etablissement concerné par la consultation, maîtrise d'ouvrage et pouvoir adjudicateur
CENTRE HOSPITALIER MEMORIAL FRANCE ETAT-UNIS
Etablissement support du GHT Centre Manche
représenté par le directeur du centre hospitalier de SAINT-LO,

est un marché de services passé en application des articles L2410-1 à L2432-2, R2123-1 à R2123-7 , R2412-1 et R2431-1 à R2432-7 du Code de la Commande Publique suivant l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 03 décembre, versions en vigueur à la date d'engagement de la consultation.

Il a pour objet la maîtrise d'œuvre du projet :

REFECTION DE L'ETANCHEITE DE L'ENSEMBLE DU PATRIMOINE DU CENTRE HOSPITALIER, PROTEGE PAR CLASSEMENT AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES PAR ARRETE EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2008, DANS LE CADRE D'UN PLAN PLURIANNUEL 2024 – 2026
précisé à l'article 3 du présent marché.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de **juin 2023** (mois m0).

ARTICLE 2 - CONTRACTANT.

Nous soussignés, associés en groupement conjoint,

M RICHARD DUPLAT, Architecte du Patrimoine, Architecte DPLG et Architecte en Chef des Monuments Historiques

agissant au nom et pour le compte de l'Atelier d'Architecture Richard DUPLAT, entrepreneur individuel

ayant son siège social **40, allée Paul Langevin, 78210 SAINT-CYR-L'ECOLE**

- immatriculé à l'I.N.S.E.E. :

* numéro d'identité d'établissement (SIRET) : **439 230 004 00038**

* code d'activité économique principale (APE) : **7111Z**

Et

M Bertrand LARSONNEUR, gérant

agissant au nom et pour le compte de la société **APROMO**

ayant son siège social **23, rue Elsa Triolet, 14460 COLOMBELLES**

- immatriculé à l'I.N.S.E.E. :

* numéro d'identité d'établissement (SIRET) : **419 272 026 00057**

* code d'activité économique principale (APE) : **7112B**

M Richard DUPLAT est le mandataire, non solidaire, du groupement conjoint.

- après avoir approuvé de notre point de vue et sous notre entière responsabilité la nature et la difficulté des prestations à fournir ;

- après avoir fourni en pièce jointe les attestations d'assurance responsabilités civile et décennale,



DECLARONT sur l'honneur,

- n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code la Commande Publique suivant l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018, version en vigueur à la date d'engagement de la consultation.
- être en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-17 du code du travail, version en vigueur à la date d'engagement de la consultation, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

NOUS ENGAGEONS sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions du présent marché, à exécuter la prestation aux conditions particulières ci-après.

Le présent engagement ne vaut que si l'acceptation de l'offre nous est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – DEFINITION DES PRESTATIONS

A. MISSION APD / DAT – AVANT-PROJET DETAILLE / DOSSIER D'AUTORISATION DE TRAVAUX

- Cible et récapitulatif de la zone d'intervention retenue par la maîtrise d'ouvrage à partir des éléments définis précédemment dans le dossier diagnostic/AVP.
- Établissement de plans projet précisant la composition générale en plan et en volume et permettant d'apprécier les zones à traiter (présentation graphique du projet de réfection des étanchéités).
- Définition des dimensions et de l'aspect de l'ouvrage.
- Définition des principes constructifs, des matériaux de substitution ou de réparation, etc..
- Définition du calendrier prévisionnel des travaux.
- Rédaction d'une note de présentation du projet permettant au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement les limites de son programme de restauration.
- Établissement du dossier.
 - Le descriptif détaillé.
 - Les plans.
 - Le calendrier d'exécution prévisionnel.
 - Les estimations définitives.

B. MISSION PRO / DCE – ETUDES DE PROJET / DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

- À partir des éléments établis dans l'APD, mise en conformité des plans avec le projet retenu par le maître d'ouvrage lors des éléments précédents de mission.
- Établissement des détails spécifiques de principe à l'échelle appropriée en plans, coupes et élévations.
- Préparation du dossier de consultation des entreprises compris collecte et mise en forme des documents, part technique et administrative.
- Assistance au maître d'ouvrage dans l'élaboration du règlement de la consultation en vue des travaux.
- Pièces techniques et économiques.
- Plans.

C. MISSION ACT – ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux sur la base des études approuvées.
- Participation aux réunions préparatoires et de déroulement de la consultation.



- Définition avec le service achats de la maîtrise d'ouvrage des critères et sous critères permettant une notation objective du mémoire technique et des offres en rapport avec l'objet des travaux.
- Analyse des offres des entreprises et des variantes de ces offres, par **APROMO** : vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyse des méthodes et solutions techniques ainsi que toutes les justifications et avis techniques, vérification qu'elles ne comportent pas d'omission, d'erreur ou de contradiction ;
- Élaboration du rapport d'analyse des offres (avant et après négociation) et présentation au maître d'ouvrage : **l'architecte**, après étude de l'analyse des offres établie par **APROMO**, propose au maître d'ouvrage celles susceptibles d'être retenues. Il justifie par écrit les réserves qu'il peut être amené à faire sur les propositions des entreprises qu'il s'agisse du coût des travaux ou de la menée à bonne fin de ceux-ci.
- Mise au point des marchés.

D. MISSION VISA – EXAMEN DE LA CONFORMITE AU PROJET DES ETUDES D'EXECUTION FAITES PAR L'ENTREPRENEUR ET VISA PAR LE MAITRE D'OEUVRE

- Examen de la conformité des études d'exécution établies par les entreprises par rapport au projet de conception générale établi par la maîtrise d'œuvre : visa sur les documents (plans et spécifications) si les dispositions du projet sont respectées, visa sur la cohérence technique des documents fournis par les entreprises, au regard du monument historique.
- Examen des plans d'atelier et des plans de chantier établis par les entreprises s'assurant que ceux-ci sont conformes aux plans d'exécution de la maîtrise d'œuvre et fourniture des explications qui se révèlent nécessaires à la compréhension des documents remis.
- La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité. Le visa de **l'architecte** suivra le visa **d'APROMO**.

E. MISSION DET – DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX

Nota : il a été convenu qu'avec une fréquence d'un RV par semaine assuré par **APROMO**, au regard des travaux principalement attendus de réfection des étanchéités d'une part, comme de la mission réduite de **l'architecte** d'autre part (les travaux relèvent pour l'essentiel du dossier élaboré par **APROMO**), **l'architecte** assure un suivi de l'opération à raison d'un RV/mois pour s'assurer que le dossier est bien en phase les autorisations du Service des Monuments Historiques, soit 24 RV sur 2 ans.

L'architecte s'assure que le projet est respecté et que les travaux sont exécutés conformément aux marchés.

- Vérification de la bonne conformité des travaux selon les prescriptions contractuelles.
- Tenue des rendez-vous de chantier mensuel.
- Après chaque réunion de chantier, rédaction et diffusion d'un compte-rendu : **l'architecte** informe systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et prévision des travaux et dépenses et lui signale toute évolution notable.
- Constats nécessaires (attachements écrits), conformément aux clauses générales et particulières.
- Mesures et initiatives qui s'imposent dans le cas où l'exécution n'est pas conforme au projet et aux marchés : **l'architecte** en rend compte aussitôt au maître d'ouvrage.
- Participation, si des modifications au projet seraient acceptées en cours de travaux, à toutes les études utiles à la mise au point architecturale, technique, économique ou administrative.
- Notification des décisions du maître d'ouvrage.
- Visite de chantier à la demande du maître d'ouvrage.



Les autres éléments naturels de mission restent assurés par **APROMO**, notamment :

- Établissement des ordres de services (démarrage des travaux, travaux supplémentaires etc...).
- Organisation et direction des réunions de chantier hors présence de l'**architecte**.
- Contrôle et gestion du calendrier d'exécution.
- Contrôle de la conformité d'exécution des travaux, en lien avec l'**architecte**.
- Contrôle des travaux supplémentaires (justification et coût), en lien avec l'**architecte**.
- Vérification des situations mensuelles des entreprises, établissement des acomptes et transmission au maître d'ouvrage, en lien avec l'**architecte**.

F. MISSION AOR – DDOE – ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION ET DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT – DOSSIER DOCUMENTAIRE DES OUVRAGES EXECUTES

➤ Opérations de réception :

- Reconnaissance des ouvrages exécutés, épreuves et constatations de l'inexécution éventuelle des prestations prévues aux marchés, d'imperfections ou de malfaçons, de la remise en état des terrains et des lieux. Procès – verbal correspondant (comportant éventuellement des réserves) adressé au maître d'ouvrage avec les propositions concernant la réception.
- Etablissement des PV de levée de réserves, le cas échéant.

Compte tenu de la spécificité des travaux sur édifice protégé au titre des monuments historiques, à partir des éléments compilés par **APROMO**, l'**architecte** remet au maître d'ouvrage un dossier qui rend compte de l'intervention dans l'édifice. Ce dossier est constitué d'un rapport rappelant notamment tous les événements susceptibles de présenter un intérêt pour la connaissance ultérieure de l'édifice. Ce rapport est particulièrement destiné à conserver en archives la trace des conditions de réalisation afférentes à chaque campagne de travaux. C'est pourquoi il sera fait mention :

- Des parties de l'édifice concernées par les travaux ;
- Des découvertes fortuites faites en cours de travaux ;
- Des parties de l'édifice démolies ou cachées par les travaux réalisés ;
- De la différenciation (avec toute la précision nécessaire) des parties refaites à l'identique, de celles refaites en modification de l'état antérieur. Les raisons techniques et archéologiques qui justifient ces modifications seront mentionnées.

À l'appui de ce rapport figureront les documents essentiels qui ont été utilisés pour conduire les travaux et qui ne figureraient pas encore dans les dossiers correspondants aux étapes antérieures de la maîtrise d'œuvre, indépendamment des plans et pièces écrites qui sont énumérés dans la deuxième partie du dossier, définie ci-après.

➤ Dossier des ouvrages exécutés (à partir des éléments compilés par **APROMO**) :

L'**architecte** constitue et remet au maître d'ouvrage le « dossier des ouvrages exécutés » qui contient dans leur totalité :

- Les attachements figurés établis par les entreprises et les plans d'ensemble et de détail, conformes à l'exécution, obtenus notamment à partir des documents d'exécution des ouvrages (établis par la maîtrise d'œuvre ou qu'elle a contrôlés) ;
 - Toutes autres pièces ne figurant pas dans les marchés et établis par la maîtrise d'œuvre ou par les entreprises dans le cadre des obligations incombant à chacun d'eux.
- Assistance au maître d'ouvrage (examen des désordres signalés) pendant les périodes de garanties contractuelles.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

- Pièces particulières :

- Le présent marché (A.E./C.C.A.P.).
- La note de présentation de l'opération (N.P.O) et les pièces annexes.



- Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date d'engagement de la consultation.

ARTICLE 5 - REMUNERATION

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global forfaitaire, précisé dans la décomposition ci-après suivant l'article 2.1 de la note de présentation et l'article 03 ci-avant, basé sur les conditions économiques du mois m0 fixé au présent marché, égal à :

	Montant (en chiffres)
MONTANT HORS T.V.A. :	166 300,30 €
T.V.A. 20 % :	33 260,06 €
TOTAL T.T.C. :	199 560,36 €

En lettres : cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent soixante euros et trente-six cents

et décomposé comme suit :

APD – DAT	24 000,00 € Architecte : 12 900,00 € / BE : 11 100,00 €
PRO - DCE	28 161,78 € Architecte : 10 161,78 € / BE : 18 000,00 €
ACT	8 427,70 € Architecte : 3 615,00 € / BE : 4 812,70 €
VISA	16 000,00 € Architecte : 4 516,35 € / BE 11 483,65 €
DET	75 936,30 € Architecte : 33 872,60 € / BE 42 063,70 €
AOR - DOE	13 774,52 € Architecte : 6 774,52 € / BE 7 000,00 €
REMUNERATION H.T.	166 300,30 €
T.V.A. 20%	33 260,06 €
TOTAL T.T.C.	199 560,36 €

Le prix du marché est forfaitaire révisable suivant les modalités fixées ci-après. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 1.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision C donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{Im-4}{10}$$

dans laquelle :

10 : index ingénierie du mois m0 (mois d'origine)

Im : index ingénierie du mois m (mois de réalisation de l'élément de mission) - 4



Ce mois m est déterminé comme suit :

- Pour les prestations études : mois de remise des éléments écrits.
- Pour les prestations travaux : au prorata d'avancement des travaux.
- Pour les prestations AOR – DOE : à la remise des rapport et dossier.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le contractant s'engage à n'accepter aucune rétribution de la part d'un tiers au titre de la mission qui lui est confiée par le présent marché.

En cas de dépassement du montant des travaux au moment de la remise des offres par rapport à l'estimation, le pouvoir adjudicateur pourra demander la reprise sans rémunération complémentaire des études pour les adapter à ladite estimation.

ARTICLE 6 - NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

Le montant maximal de la créance que nous pourrions présenter en nantissement ou céder est de : **voir article 05 ci-avant par contractant.**

ARTICLE 7 - DELAIS - PENALITES

La mission du contractant n'est pas assortie d'un délai global d'exécution.

1° Etablissement des documents d'étude :

Pas de précision particulière complémentaire.

1.1 - Pénalités :

Pas de précision particulière.

2° Vérification des décomptes des entreprises :

Au cours des travaux, le contractant doit procéder à la vérification des décomptes mensuels des entreprises.

Après vérification, il transmet au pouvoir adjudicateur les projets d'acomptes correspondants, dans un délai de **10 jours calendaires** à compter de la date de leur réception.

A l'issue des travaux, le contractant vérifie pour chaque marché le projet de décompte final, établit le décompte général et l'état du solde. Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de réception du décompte final il transmet le décompte général et définitif au pouvoir adjudicateur.

2.1 - Pénalités :

En cas de retard relevant du contractant dans le circuit de mandatement conduisant au paiement par le pouvoir adjudicateur d'intérêts moratoires, il encourt sur ses créances des pénalités d'un montant égal aux intérêts moratoires subis par le pouvoir adjudicateur pour le règlement considéré.

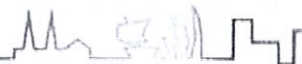
3° Suivi de chantier et réception :

Pas de précision particulière.

3.1 - Pénalités :

En cas d'absence au rendez-vous de chantier, le contractant encourt une retenue définitive fixée à cent euros (100,00 €), net de taxes, par absence.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir au titre de la mission VISA, dans les dix jours suivant la date de réception des documents concernés, le contractant encourt une retenue définitive fixée à cents euros (100,00 €), net de taxes, par jour de retard.



4° Précisions particulières :

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit a introduit, dans un article 93, un nouvel article L. 8222-6 du code du travail. A ce titre et en cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, une pénalité de cent euros (100 €), net de taxes, par jour calendaire de retard dans l'information du respect des formalités susmentionnées à compter de la mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur sera appliquée. Le montant cumulé de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Par dérogation à l'article 16 du C.C.A.G. MOE, l'exonération des pénalités applicables suivant le présent article, sous le seuil de 1 000 €, net de taxes, ne s'applique pas.

ARTICLE 8 - PAIEMENTS**1° Avance.**

Sans objet.

2° Règlement des comptes.

Pendant la phase études et AOR-DOE, le contractant sollicitera le versement d'un acompte à l'achèvement de chaque prestation sur production écrite.

Au cours des travaux, à la fin de chaque mois, le contractant sollicitera le versement d'un acompte calculé au prorata du délai d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché en en faisant porter le montant au crédit des comptes ouverts :

ARCHITECTE pour **71 840,25 € HT, base marché.**

- au nom de : **ACMH M RICHARD DUPLAT**
- à la Banque : **HSBC FR CENTRE PRO ELYSEES**
- sous le numéro (joindre un RIB)

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
30056	00811	08115278887	60

BE pour **94 460,05 € HT, base marché.**

- au nom de : **APROMO**
- à la Banque : **CA, CR DE NORMANDIE SAINT-LO CHAMP DE MARS**
- sous le numéro (joindre un RIB)

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
16606	10033	03379175111	61

Le délai global de paiement est de 50 jours à réception des notes d'honoraires par le pouvoir adjudicateur. Tout dépassement de ce délai ouvre droit à des intérêts moratoires au taux fixé par le Code de la Commande Publique, en vigueur au moment de leur application.



ARTICLE 9 – RESILIATION.

1° Résiliation en cours d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interrompre l'exécution des prestations du titulaire à la fin de chaque élément de mission et phase de réalisation suivant la décomposition mentionnée à l'article 5 du présent marché.

Le titulaire est rémunéré sur la base des prestations exécutées et réceptionnées, sans ouverture d'indemnisation sur la part de prestations non exécutées.

2° Résiliation pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 31 et 32 du CCAG MOE, la résiliation du marché pour un motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation sur la part des missions non exécutées.

3° Résiliation pour faute du titulaire (cas prévus à l'article 30 du CCAG-MOE).

Par dérogation à l'article 32 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire sera rémunérée avec un abattement de 10 % sur le montant hors TVA des sommes dues.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS.

Dérogation à l'article 16 du CCAP MOE résultant de l'article 7.4 du présent marché.

Dérogation aux articles 31 et 32 du CCAG MOE résultant de l'article 9.2 du présent marché.

Dérogation à l'article 32 du CCAP MOE résultant de l'article 9.3 du présent marché.

Bon pour accord,

Lu et approuvé,

à Saint-Lô, le 21/02/2024

Le contractant,

à Saint-Lô, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

Le directeur du centre hospitalier de SAINT-LO,

Etablissement support du GHT CENTRE MANCHE

lu et approuvé
RICHARD DUPLAT
ARCHITECTE DPLG / DCEC

40 allée Paul Langevin - 78210 SAINT-CYR-L'ECOLE
Tél. 01 30 45 15 51 - Fax 01 30 45 15 51
SIRET : 439 230 004 00038
Ordre des Architectes d'Ile-de-France
N° région : 92 343 - N° nat : 045 84

lu et approuvé

APROMO
48. place du Champ de Mars
50000 SAINT-LO
Tél : 02 33 72 62 62
Mail : contact@apromo.fr

Je, soussigné, Richard DUPLAT,
ACMH, ST-CYR-L'ECOLE
certifie avoir reçu une copie du
présent marché pour notification
valant engagement d'exécution.

A ST-CYR-L'ECOLE
le 28/02/2024

Le titulaire.

GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE CENTRE MANCHE
715, RUE DUNANT - 50 009 SAINT-LO CEDEX - WWW.CH-STLO.FR - TEL 02 33 06 33 33

[Signature]